

Les nouveaux défis de la gouvernance sous la direction de Guy B. Peters et Donald J. Savoie, Ottawa, Centre canadien de gestion et Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, 306 p.
Traduction de : *Governance in a changing environment*

Jean Mercier

Numéro 29, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040030ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040030ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mercier, J. (1996). *Les nouveaux défis de la gouvernance* sous la direction de Guy B. Peters et Donald J. Savoie, Ottawa, Centre canadien de gestion et Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, 306 p. Traduction de : *Governance in a changing environment*. *Politique et Sociétés*, (29), 206–207.
<https://doi.org/10.7202/040030ar>

Les nouveaux défis de la gouvernance

sous la direction de Guy B. Peters et Donald J. Savoie, Ottawa, Centre canadien de gestion et Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, 306 pages. Traduction de : *Governance in a changing environment*

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de l'application, au cours des quinze dernières années, des mesures néo-libérales à l'administration publique? L'excellent ouvrage dirigé par Peters et Savoie nous aide à y voir clair.

Ce livre arrive à point nommé, au moment où nos sociétés semblent traverser une période de flottement, alors que le néolibéralisme pur et dur s'épuise, sans avoir encore été réellement remplacé sur le plan des idées. L'ouvrage, toutefois, ne se veut pas un texte théorique, mais plutôt une réflexion avertie et compétente sur les effets du néo-libéralisme sur l'administration publique de plusieurs pays développés (Canada, États-Unis, Australie, Grande-Bretagne, Suède, France). Les collaborateurs, tous des auteurs chevronnés en la matière, ont pris le soin de s'informer auprès de praticiens de ces pays, car le volume résulte de discussions qui réunissaient praticiens et universitaires.

La lecture de l'ouvrage nous fait réaliser qu'il y a, malgré la diversité de situations, certains éléments de consensus. En dépit de la subsidiarité, du déclin des organismes centraux (sauf en matière financière), de l'importance des ONG, en dépit du fait que tout devient, d'une certaine manière, latéral, l'État persiste à travers tout cela. Pour toutes sortes de raisons. Paradoxalement, à l'ère de l'information, tout devient «public», matière à contestation, et tout finit par parvenir sur les bureaux de l'État. La mondialisation elle-même qui, dans un premier temps, affaiblit l'intervention gouvernementale, réclame dans un deuxième temps sa présence. On assiste bien à la création de «quasi-marchés», moitié publics, moitié privés, mais les gens veulent aussi traiter avec l'État en tant que citoyens ayant des droits. Enfin, en raison de la complexité croissante des problèmes sociaux (déclin de la famille, pluralisme croissant, chômage des jeunes, etc) l'État est inévitablement appelé à intervenir.

On trouvera aussi dans ce livre certaines constatations qui peuvent surprendre, mais qui n'apparaissent pas moins vraies. En voici quelques unes, en vrac: la place du secteur public anglais n'a pas réellement diminué, globalement, sous la direction de madame Thatcher (p. 4); quand on prend la peine de leur demander, les gens sont satisfaits des services publics (p. 6); les hauts fonctionnaires ont collaboré aux changements administratifs et les ont souvent initié, dans les limites de leurs

responsabilités (p. 103); en fait, l'administration publique a toujours été «emprunteuse» et a donc toujours été en mutation.

Le volume nous en apprend davantage lorsqu'il nous informe de la dynamique interne et des conséquences des mutations administratives qui, il faut bien l'admettre, nous arrivent un peu théoriquement et «par le haut», pour ainsi dire. Par exemple, cette recherche de l'efficacité à court terme, dont Dwight Waldo avait dit, il y a une quarantaine d'année, qu'elle était toute américaine, provoque une dérive vers les indicateurs immédiats (p. 189), alors que le vrai changement administratif requiert temps et ressource (p. 208). Il y a eu, bien sûr, des améliorations, mais cela a eu lieu surtout dans des organisations publiques dont les tâches ressemblaient déjà plus à celles du secteur privé; pour les autres, pour celles où tous les problèmes non résolus de la société vont choir (p. 113), les réformes *quick fix* sont inapplicables et inappliquées.

Il ne faut pas penser par contre que l'ouvrage est uniformément sceptique sur les changements apportés à l'administration publique des quinze dernières années. Même s'ils sont quelque peu minoritaires, les «enthousiastes» sont représentés et leurs propos ne sont pas superficiels; ainsi en est-il de Sandford F. Borins qui mérite d'être lu, au même titre que Donald J. Savoie, le plus sceptique des collaborateurs de ce livre.

Le plus grand mérite de l'ouvrage, c'est de nous présenter la complexité administrative, sans pour autant rendre cette complexité paralysante. On est en effet loin ici de la tendance toute américaine à différencier catégoriquement l'efficace du non efficace, le privé du public, le bien du mal. Il y a en effet quelque chose de religieux, de «presque théologique» (p. 203) dans cette quête de réformes myopes, ainsi que Dwight Waldo l'avait écrit dans *The Administrative State*, il y a bien longtemps.

En somme, il s'agit d'un ouvrage d'une grande qualité, qui apporte beaucoup d'informations. Sa traduction en français a été réalisée de façon très professionnelle.

Jean Mercier
Université Laval